CROISSANCE RÉPARTITION INÉGALITÉS

Niveau d'étude
BAC +4

ECTS
2 crédits

Composante
EDS - Institut d'administration économique et sociale (IAES)

Volume horaire
19,5h

Période de l'année
Automne

plugin.odf:CONTENT_PROGRAM_TAB01_TITLE

Description

AZIZI Karim

Résumé

Favoriser la croissance du PIB constitue l'un des objectifs majeurs de politique économique. Dans ce cours, nous questionnons la légitimité d'un tel objectif. En effet, un ensemble de travaux montrent qu'au cours des trente dernières années, dans la plupart des économies développées de l'OCDE, la croissance du revenu national a, de façon progressive, principalement profité à une minorité de plus en plus faible de la population, les *top incomes*. Une telle situation ne va évidemment pas dans le sens de l'intérêt général. Ce cours vise à expliquer, à partir d'approches récentes en termes d'économie politique, pourquoi ce type de croissance fait l'objet d'un soutien diffus de la classe politique et de l'électorat alors que, paradoxalement, cette croissance ne profite qu'à une minorité des citoyens. Pour comprendre cette apparente contradiction, nous explicitons les ressorts de ce type de croissance et, plus spécifiquement, le fonctionnement du régime d'accumulation financiarisé qui s'est progressivement mis en place depuis une trentaine d'années. Nous exposons notamment, dans la première partie de ce cours, le déroulement de la crise des *subprimes* ainsi que celle des dettes souveraines qui sont inhérentes à ce régime d'accumulation. Nous étudions, dans une deuxième partie du cours, les politiques de sortie de crise qui visent toutes à renouer avec cette croissance par ailleurs très inégalitaire. Dans une troisième et dernière partie, nous détaillons le fonctionnement du régime d'accumulation financiarisé et expliquons, au moyen d'approches diverses en termes d'économie politique, pourquoi ce régime d'accumulation est soutenu par la classe politique et par une majorité de la population, alors qu'il ne profite, au moins sur la question de la croissance des revenus, qu'à une minorité des citoyens. Nous montrons alors que l'économie sociale et solidaire qui promeut l'intérêt général, l'utilité collective, constitue une alternative intéressante à ce régime d'accumulation financiarisé.